

 Élections législatives allemandes

# Les élections législatives allemandes

du 24 septembre 2017

Analyse

Résultats provisoires

Viola Neu/Sabine Pokorny

## CONTACTS :

Dr. Viola Neu/Dr. Sabine Pokorny  
Equipe de recherche sociale empirique  
Département Politique et Conseil  
Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Klingelhöferstr. 23  
D-10785 Berlin  
[viola.neu@kas.de](mailto:viola.neu@kas.de)/[sabine.pokorny@kas.de](mailto:sabine.pokorny@kas.de)

Thomas Köhler  
Directeur de département  
Politique et Conseil  
Konrad-Adenauer-Stiftung  
e.V.  
Klingelhöferstr. 23  
D-10785 Berlin  
[thomas.koehler@kas.de](mailto:thomas.koehler@kas.de)

## **1. Les facteurs déterminants lors des élections législatives<sup>1</sup> allemandes de 2017**

Le résultat des élections législatives de 2017 est ambivalent. Les deux grands partis traditionnels perdent des voix. Parmi les petits partis, seuls le FDP et l'AfD parviennent à mobiliser les électeurs, tandis que les Verts et Die Linke ne connaissent pas d'évolution significative. La CDU-CSU obtient le meilleur résultat ; elle constituera donc le plus grand groupe parlementaire et aura la responsabilité de former un gouvernement, ce qui est remarquable après douze années passées à la tête du pays. Du point de vue mathématique et politique, deux options sont envisageables : une nouvelle Grande Coalition et ce que l'on appelle la « Coalition jamaïcaine », en référence aux couleurs associées aux trois partis qui la composent, à savoir la CDU-CSU, le FDP et les Verts. Cette dernière configuration forme actuellement le gouvernement dans le Land du Schleswig-Holstein.

Certes, il s'agit pour la CDU-CSU du deuxième résultat le moins bon depuis 1949 et du pire score d'après-guerre pour le SPD. Cependant, la comparaison avec les jeunes années de la République fédérale d'Allemagne n'est pertinente que dans le cadre d'une perspective historique.

Le résultat des élections législatives de 2017 présente des similitudes structurelles avec celui des élections de 2009. À la fin de la Grande Coalition en 2009, les deux grands partis avaient déjà dû faire face à des

---

<sup>1</sup> Nous remercions chaleureusement les instituts de sondage Forschungsgruppe Wahlen et Infratest dimap, qui nous ont fourni les résultats des sondages à la sortie des urnes avant publication. Nous soulignons expressément que nous avons uniquement repris les données des deux instituts, et non pas leur interprétation. C'est pourquoi les indications entre parenthèses renvoient seulement au nom de l'institut ayant collecté les données présentées. Les éventuelles variations de données relatives aux résultats provisoires sont dus à la finalisation des enquêtes électorales.

pertes considérables de voix et à des résultats historiquement bas. Tout comme lors des élections de 2017, ce recul avait profité aux « petits partis ». Le FDP, les Verts et Die Linke avaient ainsi enregistré leurs meilleurs résultats cette année-là. Les autres partis avaient également obtenu des scores supérieurs à leur moyenne.<sup>2</sup>

Lors des élections législatives de 2013, un report de voix majeur s'était produit. Les partis sœurs CDU et CSU en avaient bénéficié en priorité, obtenant le très bon score de 41,5 %. Les petits partis, en revanche, étaient ressortis perdants du scrutin – tout particulièrement le FDP, qui n'avait pas réussi à se maintenir au Bundestag. Le parti de l'AfD, quant à lui, n'avait échoué aux portes du Parlement que de très peu, avec 4,7 % des voix.

En Allemagne, il a pu arriver occasionnellement que de nouveaux partis – d'origine et d'orientation politique variées – connaissent un succès électoral ponctuel. Cependant, après la phase initiale de consolidation du système des partis, seuls les Verts et Die Linke ont réussi à s'implanter durablement dans le paysage politique.

Depuis les années 1960, aucun des partis classés comme « Divers » (sonstige Parteien)<sup>3</sup> n'est passé aussi près du seuil des 5 % de voix nécessaires pour faire son entrée au Bundestag que l'AfD en 2013. Totalisant 4,7 % des « secondes voix » (Zweitstimmen), l'AfD avait talonné le FDP, avec un écart de 0,1 points seulement. Le succès électoral de l'AfD en 2017 s'inscrit cependant dans une longue évolution. Depuis des décennies, les conditions pour les petits partis n'ont cessé de s'améliorer, parce que de plus en plus d'électeurs sont prêts à voter pour les partis de catégorie « Divers ». Cette évolution a commencé au cours des années 1990. À Hambourg, les partis classés « Divers » avaient

---

<sup>2</sup> En 2009, le parti des Pirates avait obtenu 2 % des voix et le NPD 1,5 %.

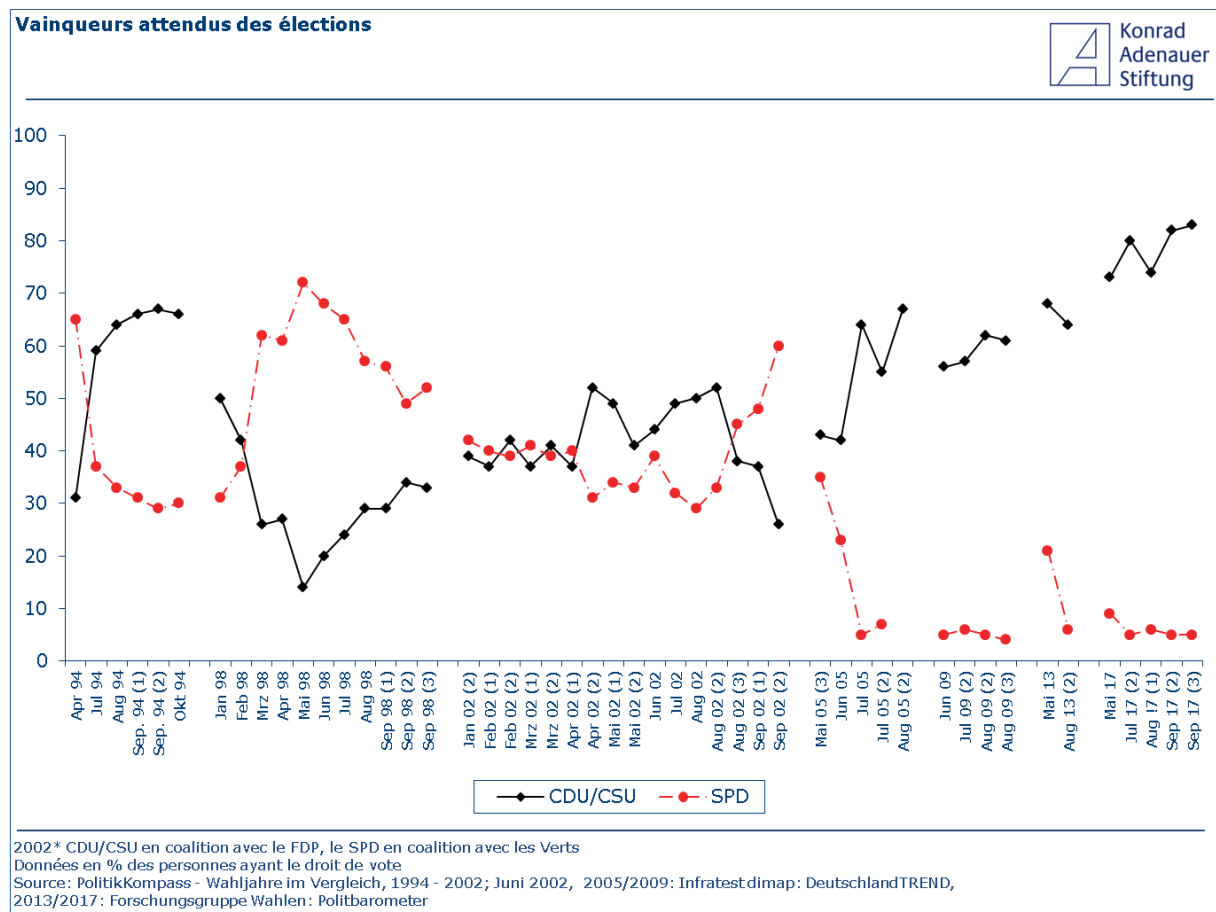
<sup>3</sup> Le NPD avait totalisé 4,3 % des voix lors des élections législatives de 1969.

recueillis au total 16 % des suffrages exprimés dès 1993 ; à Brême, près de 10 % des électeurs avaient voté pour les petits partis en 1991 ; et lors des élections européennes de 1994, les partis non représentés au Parlement avaient dépassé la barre des 10 %. Dans les années 1990, quelques petits partis avaient réussi leur entrée dans les parlements des Länder. Le parti des Républicains fut le premier en 1989, entrant à la Chambre des députés de Berlin avec 7,5 % des voix. Depuis cette époque, le parti Statt, le parti Schill, le DVU, le NPD, le parti « Arbeit für Bremen und Bremerhaven » (Parti pour l'emploi à Brême et à Bremerhaven), le parti « Freie Wähler » (Électeurs libres) et le parti des Pirates ont remporté des victoires électorales dans leurs Länder respectifs. Aucun d'entre eux n'a réussi à s'établir sur le long-terme, même si certains ont pu se maintenir pour une deuxième période de législature. Lors des récentes élections législatives dans les Länder, l'AfD a fait son entrée dans tous les parlements régionaux, réalisant parfois des scores considérables, comme dans le Land de Saxe-Anhalt et celui de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale.

Ainsi, l'AfD est devenu le premier parti classé très à droite sur l'échiquier politique à faire son entrée au Bundestag. Est-ce que cela marquera un moment de rupture ? Il faut attendre de voir. À l'échelon des Länder, plusieurs partis non établis ont pu obtenir des sièges par le passé, mais ils n'ont pas pour autant réussi à transformer l'essai dans la durée et à se forger une position durable au sein du système des partis. À l'heure actuelle, il est impossible de se prononcer sur les perspectives d'avenir de l'AfD. Les profonds clivages internes du parti se sont fait sentir dès le lendemain du scrutin. Frauke Petry, chef du parti élue par mandat direct, a déclaré ne pas vouloir faire partie du groupe parlementaire de l'AfD.

La CDU-CSU enregistre un net recul, malgré les perceptions extrêmement positives dont elle bénéficie dans tous les domaines, que ce soit l'action de la Chancelière, les compétences politiques et la satisfaction des citoyens

vis-à-vis du gouvernement, les préférences de coalition, la situation globale et économique, ainsi que les données objectives relatives au bilan du gouvernement. Ce recul est en partie dû à la grande certitude des électeurs quant au résultat des élections. Jamais le niveau de certitude n'avait été aussi élevé depuis 1994. Juste avant le scrutin, 82 % des électeurs étaient en effet persuadés que la CDU-CSU et Angela Merkel allaient remporter les élections. Seuls 5 % s'attendaient à voir gagner le SPD et Martin Schulz (Forschungsgruppe Wahlen). Ces attentes ont donc eu de grandes répercussions sur le résultat effectif. Convaincus que la victoire était acquise et qu'il n'y avait plus aucun enjeu, les électeurs de la CDU-CSU et du SPD ont fait d'autres choix.



Bien que les médias aient qualifié la campagne électorale d'ennuyeuse, on a pu observer au cours de l'année des fluctuations notables dans le climat politique. Des fluctuations d'une ampleur jusque-là inédite. Après la

nomination de Martin Schulz comme candidat en janvier 2017 et son élection à la tête du parti en mars 2017, le SPD a bénéficié d'un élan politique exceptionnel. Le candidat et son parti avaient alors dépassé la CDU-CSU et Angela Merkel, à la fois dans les intentions de vote et les sondages simulant le scénario d'une élection directe du chancelier ou de la chancelière. Au printemps, Martin Schulz avait ainsi fini par atteindre 50 % des intentions de vote dans le cadre du scénario d'une élection directe, contre 36 % originellement. Au cours de la même période, les prévisions pour Angela Merkel étaient tombées à 34 %. Cependant, le candidat du SPD n'a ensuite cessé de perdre en popularité au fil des mois, tandis que la Chancelière a bénéficié de l'évolution inverse. À la fin de la campagne électorale, la titulaire du poste devançait son opposant de 20 points (Infratest dimap ; Forschungsgruppe Wahlen).

Pour toutes les autres valeurs de référence, on constate que la Chancelière conserve la même avance en termes d'image et de compétences. Une grande majorité d'électeurs a confiance dans la capacité d'Angela Merkel à diriger l'Allemagne durant les temps incertains que connaît la communauté internationale. Ils lui attribuent également beaucoup plus d'expertise thématique, et elle est perçue comme une personnalité sympathique et crédible. Ce n'est que dans le domaine de la justice sociale que Martin Schulz parvient à marquer (quelques) points de plus (Forschungsgruppe Wahlen). Selon les données de l'institut Infratest dimap, le seul avantage du candidat SPD est qu'il paraît plus proche des préoccupations des citoyens qu'Angela Merkel. En effet, 72 % des électeurs estiment que la Chancelière effectue du bon travail. À l'exception des partisans de l'AfD, les sympathisants de tous les autres partis qualifient également de positive l'action menée par Angela Merkel.

Durant la campagne, Martin Schulz n'a pas réussi à convaincre les électeurs du fait qu'il serait un meilleur Chancelier. Seuls 18 % des personnes interrogées l'en croient capable. Par ailleurs, seule la moitié des

sympathisants du SPD et uniquement 32 % de tous les sondés ont affirmé penser que la candidature de Martin Schulz aiderait le SPD à réaliser un meilleur score. Par contraste, 90 % des électeurs de la CDU-CSU et 70 % de toutes les personnes interrogées estimaient qu'Angela Merkel améliorerait les chances de son parti par sa candidature (Forschungsgruppe Wahlen). Parmi les sympathisants de la CDU-CSU, 95 % soutiennent la Chancelière (pour les électeurs de la CSU en Bavière, ce pourcentage se situe à 91 %). Selon l'institut Infratest dimap, les résultats sont comparables chez les sympathisants du FDP (85 %) et des Verts (62 %). Le SPD n'a donc pas pu capitaliser sur la popularité de son candidat.

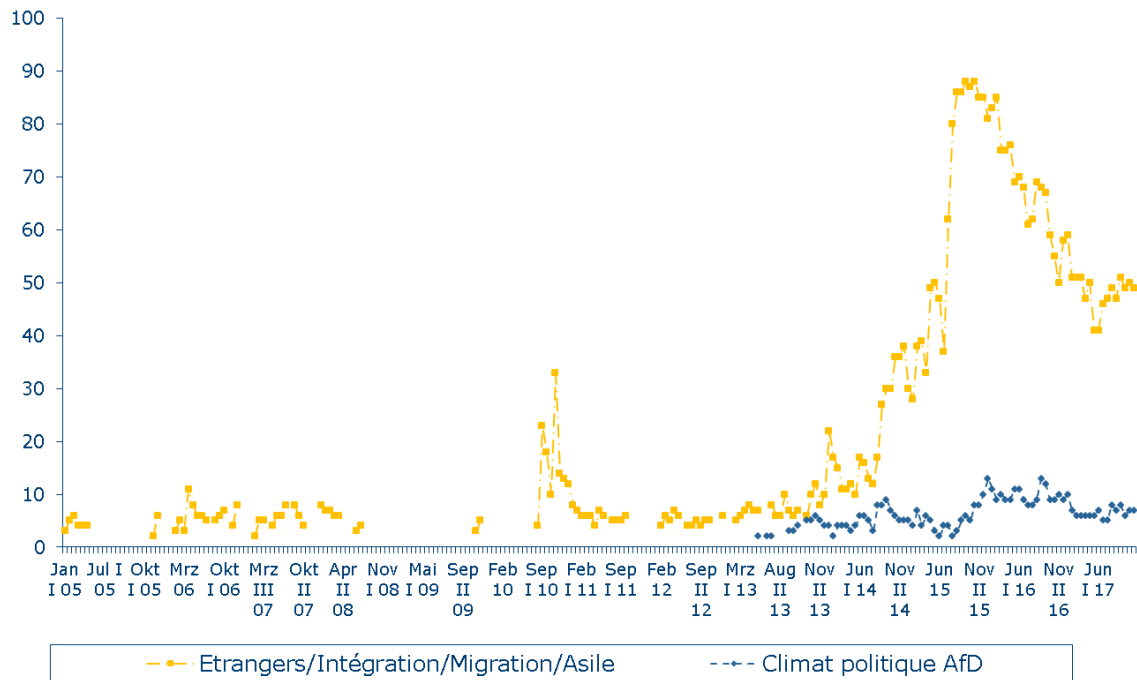
La CDU-CSU est par ailleurs perçue comme leader en termes de résolution de problèmes politiques. Selon les questions posées par les instituts de sondage, les résultats varient légèrement, mais dans l'ensemble, ils expriment une même tendance : les électeurs ont confiance dans la capacité de la CDU-CSU à aborder les questions relevant de l'économie, de la lutte contre le terrorisme, de la sécurité intérieure, de la crise des réfugiés et de l'immigration, des affaires étrangères, de la création d'emplois, de la fiscalité ou encore de l'éducation.

Le SPD marque des points sur le plan de la justice sociale, de la politique familiale, des salaires équitables et de la qualité des soins. Le FDP est apprécié pour ses compétences économiques et fiscales, les Verts pour leur politique environnementale. Tout comme le SPD, Die Linke est perçue comme étant dotée de compétences pour les questions de justice sociale et de politique salariale. En se basant sur son pourcentage de voix, on peut dire que le profil de compétences de l'AfD est peu développé. Selon les instituts Forschungsgruppe Wahlen et Infratest dimap, une faible compétence en matière de sécurité intérieure et de politique d'asile et d'accueil des réfugiés lui est reconnue (située à moins de 10 %). Le contexte favorable (84 % des personnes interrogées estiment que la

situation économique est bonne ; Infratest dimap) explique aisément pourquoi le SPD n'a pas su convaincre les électeurs en mettant en avant le thème de la justice sociale. Ne serait-ce que parmi les sympathisants du parti lui-même, 56 % des sondés indiquent que la société allemande leur semble plutôt juste. Seule une minorité de 16 % (18 % parmi les partisans du SPD) s'estime plutôt désavantagée. Ce n'est que pour la question de la redistribution des richesses que les sondés font état de déséquilibres. En effet, seuls 19 % considèrent que les richesses sont redistribuées de façon équitable (la notion de « richesses » n'étant cependant pas définie clairement ; Infratest dimap). En faisant de la justice sociale le thème central de sa campagne, le SPD passe donc non seulement à côté des préoccupations de l'ensemble des Allemands, mais aussi de celles de son propre électorat.

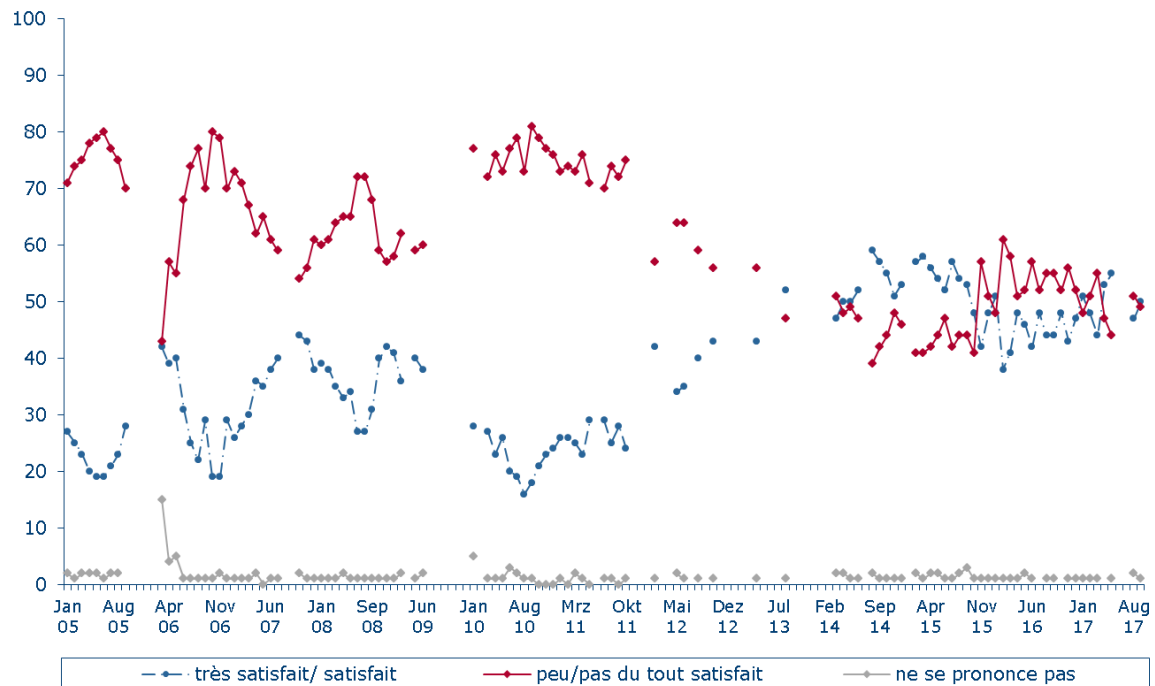
La question de la politique d'asile et d'accueil des réfugiés donne lieu à des avis ambivalents en fin de campagne électorale. D'une part, l'importance de cette problématique s'est accrue durant la phase finale. D'autre part, les avis sont clairement partagés au sein des groupes de sympathisants des différents partis. Les données de l'institut Forschungsgruppe Wahlen révèlent une évaluation relativement positive de la politique d'asile et d'accueil des réfugiés menée par Angela Merkel. Ainsi, 59 % des sondés estiment que l'Allemagne est capable de faire face à l'accueil d'un grand nombre de réfugiés. Il faut cependant noter que les avis changent selon la formulation des questions. Selon les enquêtes de l'institut Infratest dimap, le pourcentage de sondés satisfaits de la politique d'asile et d'accueil des réfugiés menée par la Chancelière serait de 49 %. Ce pourcentage atteint 78 % chez les sympathisants des Verts et 66 % chez ceux de la CDU-CSU. En revanche, 100 % des sympathisants de l'AfD, 64 % des soutiens du FDP et 62 % de ceux de Die Linke se déclarent insatisfaits, bien que pour des raisons assez différentes sans doute (Infratest dimap).





Source: Forschungsgruppe Wahlen: Politbarometer

Concernant le bilan du gouvernement fédéral, la Grande Coalition est bien positionnée, comparée avec de précédentes périodes de législature. Par le passé, le sentiment d’insatisfaction vis-à-vis du gouvernement était souvent dominant. Au cours des élections de cette année en revanche, la part des satisfaits et celle des insatisfaits étaient plus ou moins équivalentes (Infratest dimap). L’évaluation de la performance des partis au sein du gouvernement révèle elle-aussi que les deux partis se situent au même niveau avec une note de 1,0 pour la CDU-CSU et de 0,9 pour le SPD (sur une échelle de +5 à -5, Forschungsgruppe Wahlen). En revanche, l’évaluation du travail des partis en dehors de la coalition place la CDU-CSU (1,7) devant le SPD (1,3).



Source: Infratest dimap: DeutschlandTREND

Le paysage politique a vu se développer depuis 2013 une polarisation de l'électorat. Dans toutes leurs réponses, les sympathisants de l'AfD sont radicalement opposés aux sympathisants de tous les autres partis – en particulier, de la CDU-CSU. Les sympathisants de l'AfD représentent, par leur état d'esprit général, un groupe à l'écart : la majeure partie d'entre eux se sent menacée par la criminalité (71 % pour l'AfD, 39 % pour l'ensemble de la population) et se sent lésée en raison de l'accueil des réfugiés (39 % pour l'AfD, 12 % pour l'ensemble) (Forschungsgruppe Wahlen). 68 % des sympathisants de l'AfD estiment que le système allemand est plutôt injuste (38 % pour l'ensemble de la population), 42 % estiment être désavantagés (16 % pour l'ensemble) et ils sont particulièrement nombreux à demander des frontières nationales (AfD : 85 % ; ensemble : 27%). Ils craignent un écart grandissant au sein de la société, une augmentation de la criminalité, l'influence de l'islam et la perte de la culture, de la langue et du mode de vie allemands. Chacune de

ces affirmations rassemble plus de 90 % des sympathisants de l'AfD. De même, ils manifestent plus que tout autre groupe électoral leur insatisfaction vis-à-vis de la démocratie (AfD : 80 % ; ensemble : 30%) (Infratest dimap).

Interrogés sur la coalition qu'ils souhaitent voir à la tête du pays, les électeurs sont ouverts. 40 % voient d'un bon œil une « grande coalition » entre SPD et CDU-CSU, idem pour une coalition CDU-CSU/FDP ; cette proportion est de 33 % pour une coalition CDU-CSU/Les Verts et de 30 % pour une coalition dite « Jamaïque » entre CDU-CSU, Verts et FDP. Les sympathisants de la CDU-CSU approuvent à 55 % une « grande coalition » à 45 % une coalition « Jamaïque ». Quant aux sympathisants des Verts, ils sont 49 % à approuver la coalition « Jamaïque ». 60 % des sympathisants du FDP partagent cet avis. Après des sympathisants du SPD, la « grande coalition » conserve la majorité : 51 % voient cette possibilité de manière positive. Malgré le très mauvais résultat du parti, 50 % des sympathisants du SPD se prononcent en faveur d'une « grande coalition » tandis que 45 % souhaitent que le SPD soit un parti d'opposition (Forschungsgruppe Wahlen).

Dans beaucoup de partis, il va y avoir une remise en question du positionnement politique. Selon les données du Forschungsgruppe Wahlen, 76 % des sympathisants des Verts plaident pour une plus grande ouverture du parti vis-à-vis de la CDU-CSU. 36 % souhaitent une politique plus à gauche, 18 % veulent moins de mesures de gauche, enfin, pour 38 %, il n'est pas nécessaire de changer de cap (Forschungsgruppe Wahlen).

L'augmentation du taux de participation, qui a atteint 76,2 % (+4,6 points), a profité à tous les partis. Ce sont l'AfD (+1,2 millions de voix) et le FDP (+700.000 voix) qui ont mobilisé le plus les ex-abstentionnistes.

Tous les partis avaient décidé indépendamment les uns des autres de ne pas faire campagne sur des promesses de coalition. Néanmoins, les attentes des électeurs dans ce domaine ont tout de même influencé certains groupes. Ainsi, des motivations tactiques ont joué un rôle pour 39 % des électeurs du FDP et 26 % des électeurs des Verts (Infratest dimap).

L'évaluation des partis politiques montre une amélioration pour Die Linke, les Verts et le FDP. Le FDP passe de -0,9 à + 0,7. C'est le parti qui connaît la plus forte amélioration. Celle-ci est soutenue par la perception positive de son candidat de tête de liste, Christian Lindner, qui réalise un score de 1,0 pour l'ensemble de la population et de 3,3 parmi ses sympathisants. Die Linke reste dans le négatif, mais s'améliore, passant de -1,4 à -0,4. En revanche, le parti ne profite guère de sa candidate de tête de liste Sahra Wagenknecht en dehors de ses propres rangs (ensemble : 0,2 ; sympathisants Die Linke : 3,0). Les Verts ne réussissent qu'une légère amélioration, passant de 0,2 en 2013 à 0,5. Mais la popularité de Cem Özdemir, avec un score de 0,9 auprès de l'ensemble de la population, est similaire à celle de Martin Schulz (1,0) et de Christian Lindner. Au sein de son propre parti, il est en revanche un peu moins bien soutenu que les autres candidats (2,7). Malgré un bon score, l'AfD est vue d'un œil plus critique par l'ensemble de la population qu'en 2013. Alors qu'elle était à -1,4 en 2013, elle tombe en 2017 à -2,8. Cela reflète la nouvelle polarisation du paysage politique allemand.

Le FDP profite non seulement du vote tactique, mais aussi de sa campagne électorale axée sur de la personne de Christian Lindner et de l'amélioration de l'image du parti.

Face au bilan positif du gouvernement, à la forte stabilité et sécurité économiques, les électeurs ont l'impression qu'une modification de

l'équilibre politique ne comporte pas de grands risques. On peut se permettre le vote protestataire, pour ainsi dire.

Une fois encore, le vote pour l'AfD peut être considéré comme un vote protestataire. Comme lors de toutes les élections précédentes, les électeurs qui votent pour l'AfD sont essentiellement des électeurs déçus par un autre parti. 61 % d'entre eux reconnaissent avoir voté pour l'AfD par dépit (Infratest dimap). Et les têtes de liste ne jouent aucun rôle dans leur décision. Mais par contre 50 % de ces électeurs avaient déjà décidé depuis longtemps de voter pour l'AfD. L'autre moitié a pris sa décision au dernier moment. Ces chiffres sont confirmés par les sondages du dimanche sur les intentions de vote. C'est en 2016 que l'AfD a atteint son plus haut niveau dans les sondages et à partir de là, le parti a perdu du terrain – parallèlement avec la perte d'importance de la question des réfugiés dans l'actualité – jusqu'à se retrouver, au printemps 2017, proche de la barre des 5 %. Mais du fait de la couverture médiatique, le thème des réfugiés a bénéficié d'une part d'un regain d'intérêt et d'autre part, les médias ont accordé beaucoup d'intérêt à l'AfD.

Si l'on s'en tient à la feuille de route stratégique de l'AfD qui parie sur le fait que les propos outranciers qui battent en brèche le politiquement correct sont ceux qui ont le plus de chance d'être largement repris par les médias, on peut dire que la stratégie de l'AfD a été payante. De plus, bien avant le début de la campagne électorale, l'AfD avait utilisé les médias sociaux pour faire une campagne négative, toujours en forçant le trait, sur le thème « Merkel doit partir ». Et cette méthode a été mise en œuvre non seulement online dans les médias sociaux ; elle a été transférée également offline sur les places publiques, lorsque l'AfD venait perturber massivement les meetings de campagne de la chancelière.

Comme lors des élections précédentes, l'électorat de l'AfD se recrute dans tous les camps politiques. Et de plus le parti mobilise à nouveau une part

importante de abstentionnistes. Et comme les électeurs de l'AfD sont aussi bien des anciens électeurs de la CDU-CSU, du SPD, de Die Linke ou du parti des Pirates, il est évident que cet électorat ne peut pas être défini selon des modèles idéologiques partisans. Ainsi c'est par exemple Die Linke qui – proportionnellement à son importance dans les nouveaux Länder – a perdu le plus d'électeurs au profit de l'AfD. Mais là encore, le phénomène n'est pas nouveau. Les votes protestataires n'ont pas de famille politique.

Mais si on laisse de côté les chiffres, les études qualitatives permettent de dégager une structure spécifique des mentalités. Ainsi des électeurs proches de l'AfD ont été interrogés dans des entretiens approfondis et des groupes focalisés dans le cadre d'une enquête qualitative. En plus, une étude a été conduite par la méthode du Social Listening à la fois sur les médias sociaux et les médias classiques dans leurs colonnes de commentaires.

Il est pratiquement impossible de trouver un dénominateur commun aux personnes interrogées. Elles constituent un groupe extrêmement hétérogène avec des parcours et des motivations très différents. Il n'est pas non plus possible de dégager une structuration sociale quelconque. Toutes les explications mono-causales de l'électorat de l'AfD s'avère inopérante. Le parti semble pouvoir capter des problématiques, des besoins et des désirs très différents.

Mais pourtant, au-delà de cette hétérogénéité, il y a des caractéristiques communes qui s'expriment dans un certain état d'esprit. Les personnes interrogées avaient souvent l'impression que personne ne les écoutait, qu'il s'agisse des élites ou de leur situation personnelle, car beaucoup ont le sentiment d'être stigmatisés en raison de leur opinion et aliénés. Mais en même temps, ils essaient de se démarquer de la droite – même si de

nombreuses contributions dans la discussion prouvent plutôt le contraire. Un des éléments classiques de leur discours est que le peuple ne peut pas dire vraiment ce qu'il pense et qu'on devrait « quand même avoir le droit de le dire ». Et l'ennemi numéro un est ici le politiquement correct, perçu comme un instrument d'oppression.

Les argumentations fondées sur une théorie du complot sont également très répandues, même s'il n'y a pas accord sur un complot particulier. Bien souvent, il ne s'agit que d'allusions jamais concrétisées mais qui visent à laisser entendre qu'on dispose d'informations exclusives. Il y a aussi beaucoup de fausses nouvelles qui circulent. Souvent la réalité est mise entre parenthèses ou refoulée et remplacée par des récits « alternatifs » qui collent certes à la vision du monde du narrateur mais ne résistent pas à l'épreuve des faits. Face aux arguments fondés sur une autre opinion, on constate une certaine unité. Les personnes interrogées cherchent certes une orientation mais le plus souvent sans boussole.

Ce qui fédère sans doute le plus les personnes interrogées, c'est leur ressenti. Elles jugent leur propre situation plutôt sans problème mais elles se comparent aux autres et en concluent que leur situation va se détériorer. Et pour peu qu'il soit question d'évolutions globales comme la mondialisation, la détérioration attendue est en partie généralisée. Ou alors elle se concrétise partiellement si ces personnes redoutent, du fait de l'immigration par exemple, une détérioration potentielle des perspectives d'avenir ou de leur situation économique personnelle. Les personnes interrogées se distinguent ici nettement de l'opinion qui se dégage de sondages représentatifs, opinion qui est plutôt caractérisée par l'optimisme, la confiance et la satisfaction. Et on peut le constater également dans les études représentatives dans lesquelles les partisans de l'AfD sont toujours aux antipodes des autres tendances politiques. Les personnes interrogées témoignent de leur peur (entre autres de voir la

proportion d'immigrés devenir trop importante), de leur sentiment d'insécurité, de leur perte de contrôle, associés au sentiment que « tout va de plus en plus mal ». En analysant cette situation, on est amené à se demander si une politique articulée sur des problématiques peut vraiment avoir prise sur ces personnes à une époque où une observation objective et une comparaison avec d'autres pays permettent d'affirmer que l'Allemagne connaît une phase de stabilité et de prospérité. Vouloir tout ramener à la « crise des réfugiés » serait inverser l'effet et la cause. Peut-être que la crise des réfugiés a été le réactif qui a révélé au grand jour des attitudes fondamentales, les a mobilisées et en a fait un levier politique mais il est vraisemblable que cet état d'esprit existait déjà de façon latente et qu'il résulte de nombreuses frustrations longtemps refoulées. L'une des motivations récurrentes des partisans de l'AfD est de sanctionner la classe politique.

Les partisans de l'AfD se distinguent des électeurs des autres partis par la structure de leurs opinions. Ils viennent de tous les horizons politiques. Ils soutiennent l'AfD dans l'espoir que les autres partis réagiront et les prendront ensuite plus au sérieux. On pourrait dire que leur vote est déterminé par la volonté de « faire bouger » : on vote pour un parti pour arriver à ce que d'autres partis fassent quelque chose.

## **2. Le résultat des élections législatives en Allemagne en 2017**

La baisse tendancielle de la participation que l'on avait longtemps cru durable ne s'est pas confirmée cette fois encore. Déjà en 2013, la participation avait légèrement augmenté. En 2017, on enregistre une hausse sensible de 4,6 points à 76,2 %.

**Les partis de l'Union** (CDU et CSU) obtiennent ensemble 32,9 % des secondes voix, soit un recul de 8.6 points par rapport à 2013. La CDU



perd 7,4 points et tombe à 26,8 % tandis que la CSU obtient 6,2 % des suffrages (soit une perte de 1,2 points). C'est le deuxième plus mauvais résultat de l'Union depuis 1949. En 2009, elle avait obtenu un résultat presque aussi mauvais (33,8 %), après la dernière grande coalition, lorsque le SPD avait, de son côté, enregistré son plus mauvais résultat à ce jour.

Pour ce qui est des premières voix, la CDU et la CSU ont également enregistré des pertes. La CDU obtient 30,2 % des premières voix (-7,0 points), la CSU 7,0 % (-1,1 points).

Au total, du fait des mandats surnuméraires et compensatoires, le nouveau Bundestag comptera 709 députés, soit 200 pour la CDU (-55) et 46 pour la CSU (-10). La CDU obtient 185 mandats directs soit 6 de moins qu'en 2013. Sur les 200 sièges revenant à la CDU, 36 sont des mandats surnuméraires ou compensatoires. La CSU a obtenu tous ses mandats directs et elle en a un de plus qu'en 2013. 7 des 46 sièges de la CSU sont des mandats surnuméraires.

Les résultats de l'Union sont meilleurs dans les Länder de l'ouest (34,3 %) que dans les Länder de l'est (27,7 %). Bien qu'elle ait perdu 10,5 % points, la CSU obtient, en Bavière, avec 38,8 % des voix, le meilleur score de l'Union dans l'ensemble des Länder. La CDU réalise, elle, son meilleur score sur les deuxièmes voix en Rhénanie-Palatinat avec 35,9 % et son plus mauvais à Berlin avec 22,7 %. Au niveau des circonscriptions, la CDU obtient son meilleur score sur les deuxièmes voix à Cloppenburg-Vechta (53,1 %) et son plus mauvais résultat dans la circonscription berlinoise de Friedrichshain-Kreuzberg-Prenzlauer Berg Ost (13,9 %). C'est dans les circonscriptions de Saxe et de Bavière que l'Union a perdu le plus grand nombre de deuxièmes voix. Elle enregistre sa perte la plus forte (-20,4 points) dans la circonscription saxonne Sächsische Schweiz-Osterzgebirge. C'est encore dans la circonscription de Cloppenburg-Vechta que l'Union

obtient son meilleur résultat au scrutin uninominal (57,7 % des voix pour Silvia Breher). La CDU perd huit circonscriptions au profit du SPD, trois à l'AfD et une à Die Linke mais elle gagne huit autres circonscriptions au SPD.

Le **SPD** est le deuxième parti le plus important mais il enregistre également des pertes et obtient le plus mauvais résultat de son histoire avec 20,5 % des deuxièmes voix, soit un recul de 5,2 points. Le SPD rassemble 24,6 % des premières voix (-4,8 points) et peut ainsi envoyer 153 députés au Bundestag mais il perd 40 sièges par rapport à 2013. 59 sièges sont des mandats directs et 22 sièges sont des mandats surnuméraires ou compensatoires.

Dans la partie ouest de l'Allemagne, le résultat du SPD est légèrement supérieur à son score national avec 22 % des voix alors que dans la partie est de l'Allemagne, le SPD ne rassemble que 14,6 % des voix, arrivant ainsi en quatrième position. C'est en Basse-Saxe que le SPD enregistre son meilleur score sur les secondes voix avec 27,4 %. Son plus mauvais résultat est en Saxe avec seulement 10,5 % des voix. Au niveau des circonscriptions, son meilleur résultat pour les deuxièmes voix est à Aurich-Emden (37,8 %) et le plus mauvais dans la circonscription saxonne de Sächsische Schweiz-Osterzgebirge (7,8 %). C'est en Allemagne du Nord et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie que le SPD enregistre ses plus fortes pertes. A Kiel et à Gelsenkirchen, elles sont de plus de 10 points. Pour les premières voix, c'est également à Aurich-Emden que le SPD obtient son meilleur résultat (49,6 % des voix pour Johann Saathoff).

Alors qu'en 2013 **l'AfD** était resté juste en dessous de la barre des 5 %, le parti entre en 2017 pour la première fois au Bundestag et devient ainsi la troisième force politique du pays avec 12,6 % des deuxièmes voix, soit une augmentation de 7,9 points. Et dans le scrutin uninominal, elle rassemble 11,5 % des voix (+ 9,6 points). Il y aura 94 députés de l'AfD

au Bundestag, dont 3 mandats directs et 11 mandats compensatoires. L'AfD obtient ses trois mandats directs en Saxe dans les circonscriptions de Bautzen I, Görlitz et Sächsische Schweiz-Osterzgebirge, où elle obtient son meilleur résultat sur les premières voix avec 37,4 % pour Frauke Petry. Ces trois circonscriptions avaient été remportées sur la CDU en 2013. Globalement, l'AfD a de bien meilleurs résultats dans la partie ouest de l'Allemagne (20,5 % des deuxièmes voix) que dans la partie ouest (10,7 %).

Elle obtient son meilleur résultat sur les deuxièmes voix en Saxe où elle est la première force politique avec 27 % des voix, juste devant la CDU qui, avec 26,9 % des voix, fait presque jeu égal avec elle. Son plus mauvais score sur les deuxièmes voix est à Hambourg avec 7,8 %. Pour les circonscriptions, le meilleur résultat de l'AfD est dans la circonscription Sächsische Schweiz-Osterzgebirge, avec 35,5 % des voix et le plus mauvais dans la circonscription de Münster avec 4,9 % des voix. C'est dans les nouveaux Länder que l'AfD réalise sa plus forte percée, en particulier dans les circonscriptions de Saxe. Dans la circonscription de Sächsische Schweiz-Osterzgebirge, le parti obtient non seulement son meilleur résultat, mais également sa plus forte progression (+27,6 points). Ses scores les plus faibles proviennent de circonscriptions du Nord de l'Allemagne et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Le **FDP** regagne 6 points et entre à nouveau au Bundestag, comme quatrième force politique (10,7 %). Il rassemble 7 % des premières voix (+4,6 points). Le FDP comptera donc 80 députés au Parlement, sans aucun mandat direct mais avec 15 mandats compensatoires. Le FDP obtient de meilleurs résultats dans les Länder de l'ouest (11,5 % des secondes voix) que dans les nouveaux Länder (7,9 %). C'est en Rhénanie-du-Nord-Westphalie que le FDP enregistre son meilleur résultat sur les secondes voix (13,1 %) et dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale son plus mauvais avec 6,2 %.

Au niveau des circonscriptions, c'est dans la première circonscription de Düsseldorf que le FDP compte le plus de voix (19,7 % soit +10,6 points). D'une manière générale, c'est en Rhénanie-du-Nord-Westphalie que la percée du FDP est la plus importante. Par contre, dans les deux circonscriptions berlinoises de Lichtenberg et Marzahn-Hellersdorf, le FDP ne dépasse pas 5,3 %.

La gauche radicale **Die Linke** est en légère progression avec 9,2 % des secondes voix et elle devient la cinquième force politique (+0,6 points). Elle remporte également 8,6 % des premières voix (+0,3 %). Die Linke obtient 69 sièges au Bundestag, soit 5 de moins qu'en 2013. Sur les 69 sièges, 5 sont des mandats directs et 10 des mandats compensatoires. Quatre des cinq mandats directs correspondent aux circonscriptions berlinoises de Pankow, Treptow-Köpenick, Marzahn-Hellersdorf et Lichtenberg, où Die Linke arrive traditionnellement en tête. Mais elle a pu remporter un cinquième mandat direct aux dépens de la CDU dans la deuxième circonscription de Leipzig. Die Linke obtient son meilleur résultat au scrutin uninominal à Treptow-Köpenick avec 39,9 % pour Gregor Gysi. Elle est la troisième force politique dans la partie est de l'Allemagne avec 17,3 % des secondes voix, alors qu'elle n'arrive qu'à 7,2 % dans la partie ouest du pays. Mais il est intéressant de constater que Die Linke a perdu des voix dans la partie est (elle était à 21,2 % en 2013) et en a gagné dans la partie ouest (5,4 % en 2013). C'est à Berlin que Die Linke réalise son meilleur score avec 18,8 % des secondes voix et en Bavière qu'elle est au plus bas avec 6,1 %. Dans les circonscriptions, son meilleur résultat pour les secondes voix est à Berlin Lichtenberg avec 29,3 % et son plus mauvais dans la deuxième circonscription de Borken avec 4,2 %. Die Linke enregistre ses pertes les plus sévères dans les nouveaux Länder, en particulier en Saxe-Anhalt.

**Les Verts** sont également en légère progression (+0,5 point) et réunissent 8,9 % des secondes voix. Leur résultat est également en

hausse sur les premières voix (8 %, soit +0,7 point). Il y aura 67 députés verts au Bundestag, soit quatre sièges de plus qu'auparavant. Dix sont des mandats compensatoires et il y a un mandat direct. Bien que Hans-Christian Ströbele ne se soit pas représenté, les Verts ont pu remporter un mandat direct dans la circonscription de Friedrichshain-Kreuzberg-Prenzlauer Berg Ost avec Canan Bayram (26,3 %). Ils obtiennent leur meilleur résultat au scrutin uninominal dans la première circonscription de Stuttgart où Cem Özdemir obtient 29,7 % des voix mais arrive néanmoins derrière le candidat de la CDU Stefan Kaufmann (32 %). Dans les Länder de l'ouest, les Verts obtiennent de meilleurs résultats (9,6 %) que dans les Länder de l'est (6 %). Ils enregistrent leur plus mauvais résultat en Saxe-Anhalt avec seulement 3,7 % des secondes voix. A Hambourg par contre, 13,9 % des électeurs ont voté pour les Verts. Dans les circonscriptions, c'est à Fribourg que les Verts ont séduit le plus d'électeurs avec 21,2 % des voix contre seulement 2,2 % dans la première circonscription de l'Erzgebirge.

Parmi les petits partis, **Les Electeurs Libres** et **Die Partei** atteignent le 1,0 % nécessaire pour bénéficier du financement des partis politiques par l'Etat. Le **NPD** n'a obtenu que 0,4 % des voix.

### **3. Bilan des transferts d'électeurs<sup>4</sup> et comportement électoral<sup>5</sup> au sein des différents groupes de la population lors des élections législatives de 2017**

L'**Union** n'a que peu profité de la hausse de la participation. 380.000 ex-abstentionnistes ont voté lors des élections législatives pour la CDU et la CSU. L'Union a pu également séduire 20.000 électeurs qui votaient jusqu'ici pour le SPD. Mais elle a perdu des électeurs au profit de tous les autres partis. Le plus gros transfert se fait au profit du FDP. 1.360.000

---

<sup>4</sup> Infratest dimap

<sup>5</sup> Infratest dimap, Forschungsgruppe Wahlen

électeurs ont quitté l'Union pour rejoindre le FDP. Cela n'a rien de très étonnant puisque, lors des législatives de 2013, l'Union avait capté plus de 2 millions d'électeurs du FDP, dont une partie est apparemment revenue à son premier choix. En outre l'Union a perdu 980.000 électeurs au profit de l'AfD. Les autres transferts de voix sont moins importants : 90.000 électeurs ont préféré voter pour Die Linke et 30.000 pour les Verts.

Le **SPD** n'a pu gagner des voix que sur le camp des abstentionnistes, par ailleurs, il perd des électeurs au profit de tous les autres partis. Et les 360.000 voix grappillées sur les ex-abstentionnistes ne suffisent pas et de loin à compenser les pertes par ailleurs. Ces pertes se répartissent assez équitablement entre tous les partis : 470.000 électeurs ont rejoint l'AfD, 450.000 le FDP. 430.000 anciens électeurs du SPD ont préféré Die Linke et 380.000 les Verts.

L'AfD a gagné des électeurs au détriment de tous les autres partis politiques. Mais c'est surtout parmi les abstentionnistes que le parti a conquis des voix. 1.200.000 anciens abstentionnistes votent aujourd'hui pour l'AfD. Parmi tous les partis politiques, c'est l'Union qui a cédé en chiffres absolus le plus d'électeurs à l'AfD : 980.000. Mais l'AfD a aussi gagné 690.000 électeurs supplémentaires venus des partis classés sous « Divers ». Et il faut y ajouter les 470.000 électeurs du SPD et les 400.000 de Die Linke qui ont eux aussi rejoint les rangs de l'AfD. Quant aux Verts et au FDP, ils ont cédé chacun 40.000 électeurs à l'AfD. Mais en valeur absolue, ces chiffres n'ont qu'une signification limitée. En tant que première force politique du pays, l'Union perd, cela va de soi, le plus grand nombre d'électeurs en valeur absolue. Mais si l'on ramène ces chiffres à la taille respective des partis, un transfert de 400.000 électeurs représente une perte plus importante pour Die Linke qu'une perte de 980.000 voix pour l'Union. Compte tenu de la composition de l'électorat de l'AfD, les pourcentages varient légèrement en fonction de la base de pourcentage retenue.

Si l'on ne tient compte que des transferts vers l'AfD, les abstentionnistes représentent le groupe le plus important. 31 % des nouveaux électeurs de l'AfD n'étaient pas allés voter lors des élections de 2013, 25 % sont des transfuges de l'Union et 12 % du SPD. 10 % avaient voté pour Die Linke en 2013, alors que 18 % avaient voté pour divers autres partis.

Mais le tableau est légèrement différent si l'on ne regarde pas seulement les nouveaux électeurs de l'AfD, mais bien l'ensemble de l'électorat du parti. Là encore, les électeurs qui n'allaient pas voter auparavant représentent la plus grosse part de l'électorat (35 %). Le deuxième groupe le plus important est composé des électeurs qui ont déjà voté pour l'AfD en 2013. 24 % des électeurs de l'AfD en 2017 avaient déjà voté pour ce parti lors des législatives de 2013. Un bon cinquième des électeurs de l'AfD vient des partis de l'Union, 10 % du SPD et 6 % de Die Linke (Forschungsgruppe Wahlen).

Le **FDP** cède peu de voix à l'AfD (-40.000), et en gagne aux dépens de tous les autres partis. Ce sont surtout les électeurs de la CDU/CSU qui se tournent vers le FDP. 1.360.000 électeurs de la CDU/CSU ont donné leur voix aux libéraux. 700.000 électeurs du FDP s'étaient abstenus lors des élections de 2013, et 450.000 électeurs du SPD se sont tournés vers le FDP. En outre, le FDP a obtenu les voix de 140.000 électeurs des autres partis et de 110.000 électeurs des Verts. Au sein du parti Die Linke, seuls 60.000 électeurs se sont tournés vers le FDP.

C'est le parti **Die Linke** qui a pris le plus de voix au SPD. 430.000 anciens électeurs du SPD ont voté Die Linke. Die Linke a de surcroît réussi à mobiliser 270.000 ex-abstentionnistes et a pris 170.000 voix aux Verts et 90.000 à la CDU-CSU. En revanche, le parti a perdu des voix au profit de l'AfD (-400.000) et du FDP (-60.000).

Les **Verts** récupèrent également le gros des électeurs du SPD, avec 380.000 voix. Parmi les anciens abstentionnistes, 230.000 ont voté les Verts. Dans les rangs de la CDU-CSU, ce chiffre est de 30.000. Les Verts perdent des voix vis-à-vis de tous les autres partis : ils cèdent 170.000 voix à Die Linke, 110.000 au FDP et 40.000 à l'AfD.

Le comportement électoral des différentes catégories sociales reste à peu près sans surprise. Dans l'ensemble, il suit les tendances à long terme. Néanmoins, l'analyse sociologique ne permet pour l'instant d'expliquer qu'une petite partie du comportement électoral. C'est pourquoi cette analyse se fondera à la fois sur les données issues de l'Infratest dimap et sur celles recueillies par le Forschungsgruppe Wahlen.

La CDU-CSU a subi des pertes supérieures à la moyenne chez les électeurs d'âge moyen, surtout chez les hommes et chez les travailleurs indépendants. Pour le reste, on retrouve les tendances habituelles : plus les électeurs sont âgés, plus ils votent CDU-CSU et il y a plus d'électeurs de la CDU-CSU chez les catholiques que chez les athées et agnostiques.

Le SPD a perdu des voix de manière équilibrée, dans tous les groupes sociaux. Comme d'habitude, il est surreprésenté chez les syndicalistes et les électeurs ayant un niveau d'éducation faible.

L'AfD enregistre un résultat supérieur à la moyenne chez les hommes et les électeurs ayant un niveau d'éducation faible à moyen. C'est également au sein de ces groupes qu'elle réalise la meilleure progression. En outre, ce parti a particulièrement réussi à gagner les voix des ouvriers et des chômeurs. Après de ces deux groupes, c'est Die Linke qui a perdu des voix, allant ainsi à l'encontre des caractéristiques générales de son électorat.



Les Verts réalisent un score inférieur à leur score moyen chez les moins de 60 ans et séduisent particulièrement les électeurs ayant un haut niveau d'éducation universitaire.

Le FDP gagne des voix dans tous les groupes sociaux. Il est surreprésenté chez les indépendants.

#### **4. Climat général avant les élections**

Les médias ont beaucoup parlé du fossé social qui se creuse en Allemagne, on nous a brossé le tableau d'une société divisée, inquiète, ébranlée dans ses certitudes et mécontente. Pourtant, l'atmosphère au sein de la population, telle qu'elle a été mesurée, est très différente de ce que décrivent les médias. Un sondage représentatif mené par la fondation Konrad Adenauer début 2017<sup>6</sup> montre qu'à la veille des élections législatives, les Allemands sont satisfaits et ne font pas preuve de pessimisme. La peur ne domine qu'auprès d'un nombre restreint d'électeurs. Ce groupe est clairement à l'écart des sympathisants de tous les autres partis.

Les sondages montrent que c'est entre CDU-CSU et AfD que la différence en matière de taux de satisfaction et de taux d'inquiétude est la plus marquée. Leurs électorats sont diamétralement opposés. D'un côté, on a des sympathisants CDU-CSU optimistes, de l'autre côté, des sympathisants AfD chez qui l'inquiétude domine. Les sympathisants de l'AfD ont plus de points communs – s'il en ont – avec les sympathisants de Die Linke.

L'état d'esprit général en cette année électorale est marqué par l'optimisme et la satisfaction. 84 % des personnes interrogées adhèrent à

---

<sup>6</sup> Cf. Sabine Pokorny, 2017, Vertrauen, Zufriedenheit, Zuversicht. Politische Einstellungen in Deutschland 2017 – Ergebnisse einer repräsentativen Umfrage. Analysen und Argumente, Ausgabe 267, Sankt Augustin/Berlin.

l'affirmation suivante : « dans l'ensemble, je vais bien ». 81 % estiment qu'« en Allemagne, on peut bien vivre ». Une autre étude de la fondation Konrad Adenauer sur l'ascension sociale avait montré que 33 % des personnes interrogées s'attendaient même à une amélioration de leur niveau de vie au cours des 10 prochaines années, 49 % à ce que celui-ci reste peu ou prou similaire. Seuls 12 % craignaient une détérioration<sup>7</sup>. Les données statistiques d'autres instituts de sondage montrent que la satisfaction économique est également forte. 81 % des personnes interrogées jugent la situation économique en Allemagne « bonne » ou « très bonne » et 78 % qualifient leur propre situation économique de « (très) bonne »<sup>8</sup>.

Dans le même temps, les Allemands accordent une grande importance à l'aide aux plus faibles. L'affirmation « nous n'avons pas le droit d'oublier ceux qui se portent moins bien en Allemagne » reflète l'avis général, 91 % des personnes sondées y adhèrent. Même si les Allemands jugent qu'ils vont bien, ils font également preuve d'empathie.

Néanmoins, quelques critiques se font aussi entendre. Environ un tiers des personnes interrogées estime qu'on ne peut plus dire ce que l'on pense et adhère à l'affirmation selon laquelle les responsables politiques ne se préoccupent pas des « gens comme moi ».

Pour toutes les questions, les sympathisants de l'AfD et de Die Linke font partie de ceux qui présentent le plus souvent un état d'esprit négatif. Cette tendance est beaucoup plus marquée chez les sympathisants de l'AfD que chez les électeurs de Die Linke.

---

<sup>7</sup> Cf. Sabine Pokorny, 2017, *Gesundheit und Familie vor Arbeit und Einkommen – Studie zum sozialen Aufstieg in Deutschland. Analysen & Argumente*, Ausgabe 247, Sankt Augustin/Berlin.

<sup>8</sup> Vgl. Infratest dimap: DeutschlandTREND mai 2017 et septembre 2017.

Ils approuvent particulièrement les scénarios apocalyptiques : ainsi, 88 % des sympathisants de l'AfD estiment que « si cela continue ainsi, c'est mal parti ». Parmi les sympathisants des Verts, cette proportion est de 12 %, et chez ceux de la CDU-CSU, de 15 %. La peur est également largement répandue chez les sympathisants de l'AfD : 77 % approuvent l'affirmation « on ne peut pas savoir ce que l'avenir nous réserve, mais j'ai souvent peur de ce qui va arriver ». 26 % des sympathisants de la CDU-CSU partagent cette peur de l'avenir. Pour presque toutes les questions, l'état d'esprit des sympathisants CDU-CSU est diamétralement opposé à celui des sympathisants de l'AfD. Optimisme et foi en l'avenir d'un côté, peur et scénarios catastrophe de l'autre. La plupart du temps, les sympathisants des autres partis se trouvent entre ces deux extrêmes. Un sondage Infratest dimap le confirme : dans l'ensemble, les trois quarts des citoyens se sentent en sécurité en Allemagne, malgré la menace terroriste. Chez les sympathisants de l'AfD, cette proportion n'est que d'un tiers<sup>9</sup>.

Toutes les personnes interrogées ont également dû répondre à une question ouverte sur ce qui fait l'Allemagne. Aux premières places, la démocratie et les libertés. Fait surprenant, la sécurité et la paix sont très souvent citées. Enfin, les personnes interrogées accordent une grande importance à la diversité, la tolérance et la solidarité.

Parmi les sujets qui tiennent le plus à cœur aux personnes sondées, à titre personnel, on trouve tout d'abord la santé, suivie des enfants et de la famille. Ainsi, la sphère privée est aux premières places des sujets les plus importants à titre personnel. Mais parmi les cinq premières réponses, il y a également trois thématiques politiques. Celles-ci revêtent une importance telle pour les Allemands qu'elles leur viennent spontanément à l'esprit lorsqu'on leur demande les sujets importants pour eux à titre personnel sans guider leur réponse : politique vis-à-vis des

---

<sup>9</sup> Cf. Infratest dimap: DeutschlandTREND janvier 2017.

réfugiés/culture de l'accueil/intégration, sécurité (intérieure)/peur du terrorisme, paix/peur de la guerre.

Pour les personnes interrogées, les sujets importants pour l'avenir de l'Allemagne sont très similaires. Néanmoins, ce n'est plus la santé qui est en première place mais le thème « politique vis-à-vis des réfugiés/culture de l'accueil/intégration », suivi de « sécurité (intérieure)/violence /peur de la violence et du terrorisme ». Le thème « paix/peur de la guerre », quant à lui, arrive en troisième place.